

RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT AU QUATRIEME TRIMESTRE 2014

Introduction

Le présent rapport fait la situation sur l'exécution du budget de l'Etat au **31 décembre 2014**. Ce trimestre a été marqué par un contexte économique difficile caractérisé par la chute des cours du brut sur le marché international mais aussi par le ralentissement des ressources hors pétrole, d'une part et d'autre part, par la prise des mesures dont l'application a permis de contenir les dépenses publiques dans l'exécution et de procéder à la clôture budgétaire conformément aux textes en vigueur.

Il est également marqué par une exécution budgétaire focalisée essentiellement sur les dépenses par titre budgétaire, relatives à la mise en œuvre des priorités du gouvernement en 2014 et l'adoption du projet de loi des finances initiale (PLFI) 2015.

Le présent rapport s'articule autour de quatre (4) points essentiels à savoir : (i) les recettes de l'Etat ; (ii) les dépenses de l'Etat ; (iii) les dépenses de pauvreté et (iv) la conclusion.

I. Recettes de l'Etat

Les recettes de l'Etat recouvrées s'élèvent à **1 420,291** milliards de FCFA sur une prévision de **1 645,750** milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de **86,30%**. Comparativement à l'année dernière où le taux de réalisation était de 96,95%, on note une nette détérioration de près de 10 points.

1. Recettes fiscales

Les recettes fiscales recouvrées à fin décembre 2014 s'élève à **114,115** milliards de FCFA sur une prévision de **124,042** milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de **92%**. De façon cumulée, les recettes fiscales à fin décembre atteignent **464,047 milliards de FCFA** pour une

prévision de **451,480 milliards de FCFA** avec un taux de réalisation de **108%** contre **112,37%** en 2013.

Il convient de signaler la bonne performance des régies financières, notamment la Direction Générale des Impôts (DGI) qui, malgré le taux de recouvrement de 84,3% atteint en fin d'année, affiche une performance cumulative à fin décembre de 112,82%. On note également une bonne performance de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) avec un taux de réalisation de 118,6% au quatrième trimestre et 106,07% sur toute l'année. Par contre, les recettes recouvrées par la Direction Générale du Domaine connaissent un modeste taux de réalisation de 53,6% au 4^{ème} trimestre et 50,29% pour l'ensemble de l'exercice 2014.

2. Recettes non fiscales

Les réalisations des recettes non fiscales hors recettes exceptionnelles s'établissent à **23,259 milliards de FCFA** pour une prévision annuelle de **20 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation cumulative de **116,30%**. Ce résultat est obtenu grâce à la résiliation du contrat avec SOGECT. En comparaison à l'année précédente à la même période, les recettes non fiscales, le taux de réalisation (51,14%) s'est fortement amélioré de 65 points.

3. Recettes en capital

Les recettes en capital ordonnancées en fin décembre sont évaluées à **153,720 milliards de FCFA** sur une prévision de **211,991 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 73%.

II. Dépenses de l'Etat

Le montant global de dépenses ordonnancées est évalué à **1 653,645 milliards de FCFA** sur une dotation de **1 877,740 milliards de FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution de 88%, soit un recul de 5 points par rapport à l'exercice 2013 où le taux d'exécution était de 93%.

1. Dépenses courantes

Les dépenses courantes ordonnancées (Intérêts de la dette, Personnel, Biens et Services, transferts et Subventions) se chiffrent à **1 653,645 milliards de FCFA** sur une dotation définitive de **1 685,750 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution 98% (contre 92% à la même période en 2013, soit une hausse de 6 points).

Au titre des dépenses du personnel, le montant exécuté se chiffre à **338,821 milliards de FCFA** sur une dotation définitive de **344,458 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 98 % contre 97% à la même date en 2013.

Au titre des Biens et services, le montant ordonnancé s'élève à **112,404 milliards de FCFA** sur une dotation définitive de **128,047 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 88% contre 94% à la même période en 2013.

Au titre des Transferts et subventions, les dépenses ordonnancées se chiffrent à **311,826 milliards de FCFA** sur une dotation définitive de **300,113 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 104%. On note une amélioration dans la maîtrise de ces dépenses comparativement à l'année dernière où le taux d'exécution s'est situé à 114 %.

Au titre du principal de la dette, le paiement au titre des services (intérêt et principal) de la dette est évalué à **329,994 milliards FCFA** pour une prévision de **357,930 milliards**, soit un taux d'exécution de 92,2%.

2. Dépenses en capital

Les dépenses en capital ordonnancées se chiffrent à **512,881 milliards de FCFA** sur une dotation définitive de **747,193 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 69 % (contre 58% à la même période en 2013).

Les dépenses d'investissements et d'équipements sur ressources intérieures, exécutées par l'Etat sur une dotation définitive de **555,202 milliards de FCFA**, s'élèvent à **512,881 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 92% contre 111% à fin 2013.

Les dépenses sur ressources extérieures, ces dépenses n'ont pas connu de modifications lors du Collectif Budgétaire 2014 :

- Sur les prévisions de la LFR de **191,990 milliards de FCFA** d'Aides, Dons et Subventions et d'emprunts, environ **153,720 milliards de FCFA** ont été exécutés, soit un taux d'exécution de 76% ;
- Les décaissements en Aides, Dons et Subventions sont d'environ **107,432 milliards de FCFA** sur des prévisions de **142,217 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 70% ;
- Les décaissements des Emprunts Projets sont estimés à **46,286 milliards de FCFA** sur des prévisions de 49,772 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 93%.

III. Dépenses des secteurs de pauvreté

D'une manière globale, les dépenses des secteurs de pauvreté (Education, Santé, Développement rural, Elevage et Hydraulique, Enseignement Supérieur) exécutées à fin décembre 2014, s'élèvent à **359,828 milliards de FCFA** par rapport à une prévision de **452,233 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 81%.

- Au titre des dépenses du Personnel, le montant ordonnancé s'élève à **165,401 milliards de FCFA**, pour une prévision de **143,472 milliards**, soit un taux d'exécution de 115% ;
- Les dépenses de Biens et Services exécutées s'élèvent à **22,184 milliards de FCFA** pour une prévision de **23,878 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 93% ;
- Les dépenses de transferts et subventions ont atteint un montant de **94,860 milliards de FCFA**, sur une prévision de **97,584 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 97% ;
- Les investissements sur les ressources intérieures, prévus pour un montant de 187,299 milliards de FCFA, ont été ordonnancés à hauteur de **77,381 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 41%.

Conclusion

Bien que n'ayant pas atteint l'idéal de 100% du taux d'exécution, l'on note une bonne exécution du budget 2014 où le taux d'exécution des dépenses n'était que de 84,12%. En effet, le ralentissement des opérations d'engagement des dépenses, la poursuite de la mise en œuvre des réformes et des mesures programmées dans le cadre de la maîtrise des effectifs et de la masse salariale du personnel de l'Etat, de même que la moralisation de la chose publique semble contribuer à ce résultat.

Quant aux régies financières, elles ont réalisé une bonne performance malgré une conjoncture internationale défavorable avec la baisse des prix du pétrole apparue au troisième trimestre de l'année 2014 et qui s'est poursuivie tout au long du dernier trimestre, la mobilisation des ressources non pétrolières a atteint ses objectifs bien qu'il reste des efforts à faire.

Enfin, ce dernier trimestre est caractérisé par l'adoption du projet de budget 2015 qui prévoit en recettes **1 519 milliards de FCFA** et **1 696 milliards de FCFA** en dépenses, soit un déficit prévisionnel de **177 milliards de FCFA**.

Le Ministre des Finances et du Budget

27 FEV 2015

BEDOUMRA KORDJE

